

Table des matières

1	ACTEURS PUBLICS, LE JOURNAL DU GRAND PARIS, CORRESPONDANCE ECONOMIQUE, LE MONITEUR, BULLETIN QUOTIDIEN, CORRESPONDANCE DE LA PRESSE – 26-29/01/2018.....	1
2	Inondations : la Seine stabilisée à 5,84 m, début d'une lente décrue	2
3	SNCF en Ile-de-France : «Les huit prochaines années vont être très difficiles»	3
4	La rénovation de la Bastille, un projet qui laisse craindre le pire.....	5
5	Pouvoir d'achat: la mère de toutes les batailles a commencé	7
6	Gérald Darmanin : "Il faut que le travail paye"	9
7	Transmission d'entreprise : vers un assouplissement du pacte Dutreil.....	11
8	Les péages d'autoroute plus chers au 1er février	12
9	Heetch contre-attaque dans un environnement de plus en plus complexe	13
10	Airbnb va reverser 13,5 millions d'euros de taxe de séjour à 50 villes françaises	14
11	Données personnelles : le règlement européen qui inquiète les entreprises.....	16
12	Radio France : grand oral à haut risque pour Mathieu Gallet.....	17
13	Delphine Ernotte : "Je suis la garante de l'indépendance de France Télévisions".....	18
14	Apprentissage : tensions entre Edouard Philippe et Muriel Pénicaud	21
15	Apprentissage : compromis en vue entre le Medef et les Régions.....	22
16	Laurent Wauquiez esquisse les contours de son leadership.....	23
17	Congrès du PS : quatre hommes en lice, le texte de Delphine Batho recalé.....	25
18	Les Insoumis lancent leur «école» pour muscler leur base militante.....	26
19	Allemagne : le conflit autour de la semaine de 28 heures se durcit.....	27
20	Brexit : les Vingt-Sept posent leurs conditions pour la transition	28
21	Proche-Orient : Macron veut laisser sa chance à l'initiative de Trump	29
22	Russie : Navalny arrêté, vague de manifestations contre Poutine	31

III ILE-DE-FRANCE

1 ACTEURS PUBLICS, LE JOURNAL DU GRAND PARIS, CORRESPONDANCE ECONOMIQUE, LE MONITEUR, BULLETIN QUOTIDIEN, CORRESPONDANCE DE LA PRESSE – 26-29/01/2018

Le Ceser Île-de-France change de président

Le fauteuil de président du conseil économique, social et environnemental régional (Ceser) d'Île-de-France, occupé de 2013 à 2017 par Jean-Louis Girodot, change de titulaire. Réunis en séance pépinière le 25 janvier, les membres de cette assemblée consultative francilienne ont en effet élu l'actuel président du Medef Île-de-France, Éric Berger, à ce poste.

Rappelons que les Ceser, présents dans toutes les régions de France, sont chargés de formuler des avis et de publier des rapports sur des sujets relatifs aux compétences de la région.

Né en 1946, le nouveau président a fait l'ensemble de sa carrière dans les travaux publics. Dans ce cadre, il a par exemple été directeur "travaux" de la région parisienne pour Bouygues Travaux publics, de 1999 à 2011. Diplômé en études commerciales et en sciences économiques, Éric Berger a en outre été président de la Fédération régionale des travaux publics d'Île-de-France entre 2003 et 2012. Il est en outre membre du Ceser francilien depuis 2004.

Alain Kernevez

LE PARISIEN – 29/01/2018

2 Inondations : la Seine stabilisée à 5,84 m, début d'une lente décrue



Paris, dimanche. La crue de la Seine est restée un peu en-dessous d'une hauteur de 5,90m.

La hauteur maximale a été atteinte dans la nuit de dimanche à ce lundi.

Un peu moins de 5,90 m. A Paris, la Seine a atteint son point haut à 5,84 m en raison des fortes pluies qui ont causé [des inondations](#) dans une partie du pays depuis plusieurs jours.

Ce niveau, mesuré à la station de référence du pont d'Austerlitz, est inchangé depuis dimanche 23h21.

Plutôt un «plateau» qu'un pic de crue. En raison de la lenteur de cette crue, [Vigicrues](#), l'organisme en charge de la surveillance du niveau des cours d'eau, préfère évoquer un «plateau de crue», qui correspond à la hauteur maximale à laquelle la Seine se stabilise. D'ailleurs, cette stabilisation à 5,84 m est légèrement en-dessous des 5,85m et 5,86m atteints pendant une heure, dimanche soir, entre 22h20 et 23h10.

«C'est une crue très lente, donc on ne peut pas parler de pic. On préfère dire que le plateau a atteint son maximum. Il va perdurer toute la journée de lundi avant d'amorcer une descente mardi», indique à l'AFP une porte-parole de Vigicrues, Rachel Puechberty. Avec l'arrivée d'une onde de crue depuis la Marne et des averses attendues en milieu de semaine «il faudra attendre plus d'une semaine pour atteindre des niveaux classiques pour la saison», a-t-elle ajouté.

11 départements en alerte. Ce lundi matin, 11 départements restent placés par [Météo France](#) en vigilance orange (niveau 3 sur une échelle de 4), aux inondations. Voici la liste : Saône-et-Loire, Aube, Marne, Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Paris, Hauts-de-Seine, Yvelines, Val-d'Oise, Eure.



Des niveaux encore en hausse par endroits. D'après Vigicrues, concernant la Saône à Chalon-sur-Saône, «le pic de crue a été atteint et le niveau s'oriente désormais à la baisse». De même, à Paris, les niveaux vont rester «stables pendant 24 heures environ avant de redescendre lentement». Mais il n'en est pas de même en aval. «Sur les boucles de la Seine, la hausse se poursuivra jusqu'en milieu de semaine», [d'après l'organisme](#), notamment en raison de l'apport supplémentaire de l'Oise.

Dans le Nord de la Seine-et-Marne, sur un axe Meaux - Condé-Sainte-Libiaire - Chalifert, puis Gournay en Seine-Saint-Denis, la tendance reste aussi «à la hausse» pour les premiers jours de la semaine selon [des prévisions](#) réalisées dimanche après-midi et qui seront mises à jour ce lundi.

De nouvelles pluies dans la semaine et des réservoirs plus que remplis. Alors que les sols sont gorgés d'eau, le principal risque serait le retour de pluies intenses qui feraient alors augmenter immédiatement le niveau des cours d'eau. Les prévisions restent encore à affiner. Pour l'instant des pluies sont attendues mercredi dans les zones en crue, ce qui devrait, au mieux, ralentir, la décrue. Jeudi s'annonce plutôt calme malgré quelques averses éparses. Au-delà, la fiabilité des prévisions est trop incertaine. Certains modèles prévoient des cumuls relativement conséquents, d'autres pas.

La marge de manoeuvre pour limiter l'effet de nouvelles fortes pluies est en tout cas extrêmement réduite. Les quatre lacs réservoirs situés sur la Marne, la Seine, l'Aube et l'Yonne (lac de Pannecière) [sont pleins](#), voire plus que pleins. Dimanche midi, ceux de l'Aube et de la Seine étaient remplis à plus de 100% de leur capacité.

Transports perturbés et dégâts. Plusieurs foyers ont été inondés dans les [Yvelines](#), en [Seine-et-Marne](#), dans [l'Essonne](#), dans les [Hauts-de-Seine](#) et dans le [Val-de-Marne](#) notamment. Au total, 1 500 personnes ont dû quitter leur logement en Ile-de-France, a indiqué dimanche la préfecture de police. 1 500 foyers restent aussi privés d'électricité, «essentiellement dans l'Est de la région, selon Enedis, le gestionnaire du réseau.

Par ailleurs, le tronçon central du RER C [reste fermé](#) au moins jusqu'au 5 février.

LE PARISIEN – 29/01/2018

3 SNCF en Ile-de-France : «Les huit prochaines années vont être très difficiles»



Didier Bense (à g.) et Alain Krakovitch jouent carte sur table.

EXCLUSIF. Alain Krakovitch, directeur général de Transilien, et Didier Bense, directeur de SNCF Réseau Ile-de-France, ne le cachent pas : la circulation des trains s'annonce fortement perturbée... et pour longtemps.

Avec une accumulation de travaux dans les années à venir, la circulation des trains sera forcément compliquée pour les usagers. Mais Alain Krakovitch et Didier Bense promettent d'être irréprochables sur l'information voyageurs.

Vous voulez adresser un « discours de vérité » aux utilisateurs du réseau Transilien. Quel est-il ?

DIDIER BENSE. On entre dans une phase difficile, car nous menons énormément de chantiers, tout en devant composer avec les trois millions de voyageurs quotidiens sur les RER et les Transilien.

Nous travaillons déjà depuis deux ans très intensément sur la rénovation du réseau existant au cours des périodes où c'est le moins gênant : la nuit et les week-ends. Mais [cela ne suffit plus, il va aussi falloir que nous coupions, parfois pendant plusieurs jours d'affilée, certaines lignes](#). C'est difficile mais indispensable, car en 2025, nous aurons 4 à 4,5 millions de voyageurs quotidiens.

A cela s'ajoutent les travaux de développement du réseau (Eole, Grand Paris Express...) qui auront forcément un impact sur les transports du quotidien.

ALAIN KRAKOVITCH. Cela veut dire que les huit prochaines années vont être difficiles pour nos clients, mais nous veillons conjointement à en réduire les inconvénients au maximum.

Vous citez Eole, dont [un forage non autorisé a provoqué l'interruption du RER A pendant trois jours fin octobre 2017](#).

D. B. Il serait illusoire de penser que ce genre d'incident ne pourrait pas se reproduire. Etant donné le volume de travaux en cours et à venir, de nouveaux aléas de chantier sont inévitables. Même s'ils sont très médiatisés, ces aléas restent plutôt rares rapportés à notre volume de travaux : c'est près d'un chantier majeur que nous lançons chaque jour en Ile-de-France. [Avec Eole, on est en train de construire l'équivalent d'une ligne à grande vitesse](#) (LGV). Et pas en rase campagne mais en plein Paris, tout près de voies existantes et exploitées.

En 2017, ce sont notamment les travaux d'interconnexion à Cachan (94) sur le RER B, réalisés par la RATP, qui ont été mal vécus pour les usagers.

A. K. J'admets sans difficulté que l'année a été difficile sur le RER B. Mais cela va être encore plus compliqué dans les années qui viennent, puisque d'ici à 2025 il y a 22 autres gares du Grand Paris Express interconnectées avec le réseau SNCF prévues !

Construire une gare sous une autre, qui est exploitée, c'est évidemment compliqué. D'autres villes, comme Madrid avec le Metrosur, ont choisi de créer de nouvelles lignes totalement déconnectées du réseau existant. C'est beaucoup plus simple et moins gênant pour les usagers, mais à terme, l'option retenue en Ile-de-France permettra des transports plus fluides.

Ne faudrait-il pas ralentir le rythme des travaux ?

D. B. On ne peut pas les reporter : [remplacer toutes les caténaires du RER B ou sur la ligne C, c'est absolument nécessaire](#), comme de nombreux autres travaux prévus depuis déjà bien longtemps. Et puis Paris va organiser les Jeux olympiques en 2024. Cela rajoute une pression supplémentaire qui rend impossible tout report.

A. K. On doit trouver le bon équilibre entre la nécessité de réaliser ces travaux tout en continuant à transporter nos voyageurs.

Quelles solutions proposez-vous pour rendre ces huit années de galère le plus supportable possible ?

D. B. Durant les travaux, nous renforçons les offres de transport partout où cela est possible. En moyenne et grande couronne, la réponse passe par la mise en place de services de bus de substitution de qualité. Ils accompagneront des coupures de ligne plus longues, qui nous permettent de réaliser les travaux plus rapidement et de manière mieux maîtrisée. Pour nos clients, cela signifie davantage de prévisibilité, c'est-à-dire une meilleure capacité à anticiper et à s'organiser.

A. K. Un client averti en vaut deux. En 2018, la priorité de Transilien sera l'information voyageurs. Il est indispensable que nous soyons le plus pédagogues et le plus transparent possible et que nous délivrions des informations claires à nos clients sur les plans de transport, les itinéraires alternatifs, les bus de substitution géolocalisés...

Pouvez-vous donner de plus amples détails ?

A. K. Nous allons commencer par mettre en cohérence les informations diffusées sur les écrans en gare, sur les smartphones et dans les trains. Nous allons aussi déployer dans tous nos trains un système qui va permettre aux « tours de contrôle » des différentes lignes de pouvoir directement prendre la parole dans les trains.

Nous avons également ajouté une nouvelle fonctionnalité dans l'appli SNCF, qui permettra à tout à chacun de signaler un incident, sur le modèle de Waze (*NDLR : l'appli GPS communautaire sur smartphone*). Cela va nous permettre de gagner en transparence et en réactivité.

Et d'ici quelques semaines, nous allons personnaliser les notifications « push ». Vous entrez votre trajet dans l'application, qui ne vous enverra dès lors que des informations relatives à votre parcours et non à l'ensemble de la ligne, tel que c'est le cas actuellement. Enfin, je rappelle que le covoiturage via notre application iDVroom est gratuit durant les travaux.

Grégory Plesse et Jean-Gabriel Bontinck

LE FIGARO – 29/01/2018

4 La rénovation de la Bastille, un projet qui laisse craindre le pire



LA CHRONIQUE D'ADRIEN GOETZ - Le projet de rénovation de la place parisienne qui accueille le Génie de la Liberté ignore la dimension historique du lieu. Spectaculaire ratage en vue ?

Est-ce parce qu'elle a choisi d'envoyer un pavé de Paris en guise de carte de vœux - on fête les 50 ans de Mai 68 - qu'Anne Hidalgo a dévoilé un plan de rénovation de la place de la Bastille où les pavés seront arrachés pour laisser triompher ce plat bitume qu'elle semble affectionner partout? Les pavés de la Bastille, avec au sol le dessin des bastions dans une couleur différente, étaient l'âme de ce lieu, ils liaient le souvenir de la magnifique forteresse médiévale prise en 1789, la colonne érigée pour commémorer les barricades de 1830 et les flonflons des triomphes électoraux. Ces pavés, symboliquement, c'était le peuple.

Le projet, à l'esthétique banale et mondialisée, ouvre une campagne de rénovation des places. Une fois la Bastille transformée en un grand square de quartier «ludique» et «convivial», la mairie attaquera les autres: Nation, Italie, Madeleine, Panthéon, Gambetta et la place des Fêtes - par laquelle il aurait fallu commencer, tant elle porte mal son nom. Pour rénover sept places, le budget initial de 30 millions est passé à 44, montant modeste si on le compare aux 24 millions engloutis dans le ratage de la place de la République, privée de ses fontaines historiques et transformée en une banale esplanade de centre-ville allemand.

À la Bastille, un ravaudage au rabais, dicté par la rage de tout végétaliser, devra conduire à doubler d'un rideau d'arbres le socle de la colonne. N'aurait-on pas gagné à cacher plutôt la façade de l'Opéra? Ce sera un «îlot de fraîcheur». Il contribuera à faire de Paris une «ville adaptée aux enjeux du changement climatique». Pourquoi pas une fontaine en forme d'éléphant? C'est rafraîchissant aussi et ça peut inspirer les écrivains. Même défaut qu'à la République: aucune réflexion sur l'éclairage. La Ville Lumière s'éteint alors que les nouvelles lampes permettraient de belles créations peu coûteuses.

Un escalier passant sous le métro ouvrira la place vers le port de l'Arsenal. L'idée est jolie sur les dessins des architectes, Bernard Althabégoïty et Annick Bayle, mais ne vont-ils pas créer là une petite cour des Miracles, comme jadis sur les marches de l'opéra avant qu'elles ne soient condamnées? Qui ira déambuler le long du bassin, vers le flot de voitures de la voie express et la vieille morgue?

Avec quelques millions de plus, et de l'ambition, on remettrait à l'air libre la partie souterraine du canal Saint-Martin, on créerait la plus poétique des images du Paris actuel. La promenade, il fallait la concevoir de l'autre côté, sur le boulevard Richard-Lenoir qui aurait pris des airs vénitiens. Au lieu de cela, on va déguiser en espace vert de banlieue cette place qui est au cœur de l'histoire de France.

Pour repenser un tel site, on ne se fonde pas sur un micro-trottoir, «une consultation des riverains», on demande son avis à Pierre Nora, l'homme des lieux de mémoire, on interroge Régis Debray qui avait cité la place dans un célèbre numéro de ses *Cahiers de médiologie* intitulé *La Confusion des monuments*. Anne Hidalgo avait recommandé aux experts de l'Atelier parisien d'urbanisme de «commencer par les usages», après avoir salué, par politesse, la dimension historique. Il aurait fallu faire l'inverse. Place de la Bastille, on doit pouvoir expliquer à tous ce qu'est la France et non pas chercher une piste pour faire du roller ou un peu de calme pour nourrir les pigeons. Certes, le «processus de concertation» n'est pas achevé. Il est encore temps de lancer un pavé dans cette mare de platitudes et de radineries.

Le nouveau mobilier parisien s'assoit sur la tradition :

<http://premium.lefigaro.fr/culture/2018/01/28/03004-20180128ARTFIG00124-le-nouveau-mobilier-parisien-s-assoit-sur-la-tradition.php>

Adrien Goetz

::: ECONOMIE

L'OPINION – 29/01/2018

5 Pouvoir d'achat: la mère de toutes les batailles a commencé



Dès ce lundi, 25 millions de salariés commenceront à recevoir une fiche de paye simplifiée pour le mois de janvier, sur laquelle la hausse de la CSG de 1,7% sera compensée par une première baisse des cotisations. Mais il faudra attendre l'automne et la seconde baisse des cotisations pour vraiment constater une progression des salaires.

L'opération «gain de pouvoir d'achat» a été lancée par Bercy. Gérald Darmanin et Bruno Le Maire sont sur le pied de guerre pour déminer les effets pervers du grand bonneteau fiscal qui va s'opérer ces prochains jours. Même si, à la fin de l'année, le pouvoir d'achat devrait augmenter pour une très large majorité de Français la bataille de l'opinion est loin d'être gagnée. Selon nos informations, un récent sondage confidentiel montre que 21% seulement des Français estiment que l'action du gouvernement va accroître leur pouvoir d'achat.

« Sur ce sujet, on perd toujours ! ». Ce conseiller politique d'un ministre important ne cache pas son pessimisme quant à la capacité du gouvernement à convaincre l'opinion publique que 2018 sera bien synonyme de [hausse de pouvoir d'achat](#). C'est pourtant la mère de toutes les batailles. Selon un récent sondage, Kantar Sofres pour LCI, le Figaro et RTL, 51 % des Français jugent en effet que l'évolution de leur pouvoir d'achat doit être la préoccupation principale de l'exécutif, avant même la réduction du chômage.

« La question du pouvoir d'achat va devenir la question centrale du quinquennat, insiste Emmanuel Rivière, directeur général de Kantar Public. Or dans l'immédiat, les exonérations de charge, en particulier sur les bas salaires, ne vont pas être très sensibles et je serais assez surpris que l'action du gouvernement dans ce domaine soit jugée formidable ».

Bonneteau fiscal. Cette bataille entre cette semaine dans une période charnière, avec l'arrivée des fiches de paye de janvier 2018 qui devraient faire apparaître en espèce sonnante et rébuchante le résultat des premières mesures fiscales décidées par le gouvernement pour les salariés. Un jeu de bonneteau à plus de 20 milliards d'euros entre d'un côté la hausse de 1,7 point de la CSG et de l'autre la baisse de 2,20 % des cotisations salariales, qui débouchera, au final, sur une maigre progression du salaire net (+0,5 %). Quelques euros de plus en bas de la fiche de paye qui seront loin de « l'effet whaou » espéré par le gouvernement.

L'histoire devait pourtant s'écrire autrement. En juillet dernier, le Premier ministre promet une baisse d'impôts spectaculaire de 11 milliards d'euros aux entreprises et aux ménages. Mais la contrainte budgétaire ramène cette ambition à 7 milliards d'euros fin août. Pour tenir le cap des 3 % de déficit promis à Bruxelles, [Bercy a choisi d'étaler les baisses de cotisations sur l'année](#) : deux gros tiers sont prévus en janvier, un petit tiers en octobre. Ce qui permet à l'État de grappiller quelques précieux milliards d'euros au passage mais réduira d'autant la perception de gains sur le pouvoir d'achat des salariés au cours des premiers mois de 2018. Déjà faible, la confiance des ménages toujours échaudés par le ras-le-bol fiscal du quinquennat Hollande, s'amincit encore.

D'autant qu'en décembre, l'Insee révèle que [l'augmentation des taxes sur l'essence et le tabac va grever de 4,5 milliards d'euros le pouvoir d'achat des Français](#). A la publication de cette note, les hurlements de Matignon et de Bercy se font entendre jusqu'à Malakoff (siège de l'Insee). Au ministère, on assure disposer d'un mail du directeur de l'institut de la statistique, selon lequel il reconnaîtrait une erreur de point de vue dans la note de conjoncture, l'Insee n'ayant pas intégré le fait que la fiscalité sur le diesel et le tabac modifiera les comportements des ménages. Chose rare, l'Insee se fend même d'un communiqué pour préciser ce point. Las, la polémique reprend de plus belle quand, début janvier, [c'est au tour de l'OFCE d'affirmer que le pouvoir d'achat des Français ne progressera pas avant 2019](#).

Attaque en piqué. Depuis, la guerre de communication ne connaît plus de trêve. Jeudi dernier, dans *l'Émission politique*, Laurent Wauquiez attaque en piqué Benjamin Griveaux le porte-parole du gouvernement, en mettant en avant l'exemple d'un modeste couple de retraité, gagnant 1 000 euros par mois chacun et qui vont voir leur CSG augmenter de 450 euros, alors qu'à l'inverse, la baisse de leur taxe d'habitation - 250 euros par an -, n'aura qu'une faible incidence sur leur pouvoir d'achat (voir après). « Wauquiez dit les avoir rencontrés mais ce couple n'existe pas », peste un membre du gouvernement. En fin de semaine dernière encore, les « émeutes du Nutella » ont été instrumentalisées par certains, comme Jean-Luc Mélenchon dans ce tweet liké plus de 6 000 fois : « Quand l'émeute montre la misère, l'imbécile regarde le Nutella ! ».

Avec l'arrivée des feuilles de paye à partir de ce lundi, Bercy a donc sonné la mobilisation générale. « Tous les salariés verront leur salaire net augmenter. (...) Regardez vos feuilles de paye dans quelques jours », a claironné Gérard Darmanin dans le *Journal du Dimanche*. Mercredi, ce sera au tour de Bruno Le Maire de faire la publicité de la nouvelle feuille de paye lors d'un déplacement, mais plutôt côté simplification. Les deux locataires de Bercy se sont implicitement répartis les rôles : au ministre de l'Économie les entreprises ; au ministre du Budget le pouvoir d'achat des ménages. Il n'est toutefois pas certain que ce dernier, sous le coup d'une enquête préliminaire pour viol, puisse jouer pleinement son rôle politique dans les prochains jours.

Alors que le simulateur de pouvoir d'achat mis en place par Bercy approche le million de visiteurs, dans l'entourage du Président de la République, on est persuadé que les Français vont pouvoir se rendre compte d'ici l'automne prochain - avec la hausse programmée des minima sociaux et la suppression partielle de la taxe d'habitation - de l'embellie de leur pouvoir d'achat. « Notre ennemi, c'est temps », observe un proche du président de la République. Car à court terme, la bataille politique du pouvoir d'achat paraît perdue.

Scepticisme. Il y a dix jours, l'institut BVA, dans une enquête jusqu'à présent non publiée, a en effet interrogé les Français sur Emmanuel Macron et l'équipe gouvernementale dans « 9 domaines d'action ». Avec trois questions : « Ils s'en occupent et obtiennent des résultats. Ils s'en occupent sans obtenir de résultats. Ils ne s'en occupent pas ». Il ressort de cette enquête que la question économique est le domaine d'action où l'exécutif est plébiscité par les Français. 81 % estiment que le Président et le gouvernement s'occupent de macroéconomie et 43 % qu'ils obtiendront des résultats dans ce domaine. En revanche, sur le pouvoir d'achat, si une majorité de Français (55 %) estiment que le chef de l'État et son Premier ministre agissent, ils ne sont que 21 % à estimer que leur action sera suivie de résultats. C'est le plus faible résultat avec l'action concernant l'immigration.

« Si les Français qui critiquent le gouvernement sont capables de citer des mesures concrètes qui fondent leur opposition, à l'inverse, les Français qui soutiennent le gouvernement, sont incapables de citer une mesure qui a des retombées directes dans leur vie », explique Edouard Lecerf, directeur général de BVA. Un signal inquiétant.

[Jean-Jérôme Bertolus](#) et [Raphaël Legendre](#)

LE JDD – 28/01/2018

6 Gérald Darmanin : "Il faut que le travail paye"



Gérald Darmanin présente au JDD les nouvelles feuilles de salaire et d'impôt.

Le ministre du Budget Gérald Darmanin explique au JDD comment les allègements de cotisations sociales vont redonner du pouvoir d'achat aux Français.

La mesure touche au portefeuille 25 millions de salariés et va s'afficher dans leur bulletin de paye de janvier, qui sera plus court et plus lisible et surtout allégé en cotisations sociales (chômage et maladie). Leur salaire net va augmenter en deux fois, dès ce mois-ci et davantage en octobre avec la suppression de [la cotisation de l'assurance chômage](#). Pour [Gérald Darmanin](#), ministre du Budget, c'est le meilleur moyen de redonner du pouvoir d'achat aux Français. En un mois, plus de 900.000 personnes ont consulté le simulateur de Bercy.

Quels changements vont voir les Français sur leur fiche de paye de la fin de ce mois?

Tous les salariés verront leur salaire net augmenter. Prenons le cas de Kevin payé au Smic. En octobre dernier, son salaire net était de 1.124,50 €. Au 31 janvier, il recevra 1.146,19 €. À partir d'octobre 2018, il touchera 1.160,42 €, soit 36 € de plus. Je sais que les Français ne croient plus aux discours politiques, ils ne croient que ce qu'ils voient. Nous faisons la politique de Saint Thomas. Je dis à tous les salariés : regardez vos feuilles de paye dans quelques jours.

Hausse de la CSG compensée "à l'euro près" pour les fonctionnaires

Toutes les catégories de Français vont-elles y gagner?

Le calendrier du pouvoir d'achat qui se concrétisera tout au long de l'année bénéficiera aux salariés, indépendants, familles monoparentales, retraités modestes... Le mois d'octobre sera important avec, en plus, la réduction de 30% de la taxe d'habitation pour 8 ménages sur 10. Cela va représenter un gain de 170 euros en moyenne par foyer cette année.

Mais avec ce dispositif, plus on gagne plus on y gagne?

Ce n'est pas vrai. Notre choix budgétaire a été de favoriser les gens qui sont au smic en supprimant les cotisations sociales, en augmentant la prime d'activité de 20 €/mois jusqu'à 1,3 smic et en revalorisant le salaire minimum.

Les retraités, eux, vont en revanche avoir une mauvaise surprise ce mois-ci avec la hausse de la CSG de 1,7 point...

Il y aura des gagnants. Les retraités au minimum vieillesse (803 € par mois) ne seront pas concernés par l'augmentation de la CSG et bénéficieront en plus à partir d'avril d'une hausse de 30 €/mois de leur pension. Un retraité vivant seul qui ne touche que 1.289 € de pension brute mensuelle ne subira pas non plus de hausse de CSG. Au-delà de ce seuil, l'augmentation de la CSG sera largement compensée en octobre par la baisse de la taxe d'habitation. Mais un retraité seul qui touche plus de 2.500 € va payer plus. Il s'agit là d'une nécessaire solidarité avec les actifs.

Le président LR, Laurent Wauquiez, évoque souvent le cas particulier d'un couple de retraités gagnant chacun 1.000 € et qui vont y perdre beaucoup...

Il nous dit qu'ils paient 280 € de taxe d'habitation. Ils ont de la chance de payer si peu. La moyenne de taxe d'habitation au Puy-en-Velay, la ville dont M. Wauquiez était maire, c'est 542 €.

Et les fonctionnaires?

Pour eux, la hausse de la CSG sera compensée à l'euro près. Nous ouvrons cette année une discussion autour des rémunérations et de la réforme de la fonction publique dans ce même état d'esprit : faire en sorte que le travail des agents publics soit mieux récompensé.

Comment avez-vous abouti à ces calculs à l'euro près?

Il suffit d'avoir des principes simples! Il faut que le travail paye. Le bulletin de salaire va augmenter sans que l'on travaille plus longtemps ou que le chef d'entreprise le décide. Une hausse de 36 €/mois, pour quelqu'un qui touche le smic, c'est une somme. Nous avons aussi choisi de supprimer les impôts injustes comme la taxe d'habitation.

Les automobilistes, eux, ne sont pas à la fête avec la hausse des taxes sur les carburants...

Il faut distinguer la fiscalité choisie de la fiscalité subie. Vous n'avez pas le choix de payer vos impôts mais si vous fumez, à vous d'assumer. Pour les carburants, l'augmentation de la fiscalité s'accompagne de mesures de transition pour favoriser la sortie du diesel. La pollution de l'air tue chaque année près de 40.000 personnes par an. Un automobiliste qui abandonne le diesel recevra une prime de conversion jusqu'à 2.500 € pour acheter un véhicule propre. Kevin, notre ouvrier au smic, même s'il fait 100 km par jour pour aller travailler avec un plein de gazole de 50 litres par semaine, paiera 165 € de plus cette année. Mais il va bénéficier d'une hausse de son pouvoir d'achat de 300 €, en incluant la suppression de la taxe d'habitation.

Et les tarifs des PV de stationnement désormais librement fixés par les villes?

Je peux comprendre l'énerverment des Français. C'est une loi de 2014 dont nous avons hérité et que je n'ai pas appliquée à Tourcoing.

Pas de nouvel impôt après la taxe d'habitation

Selon l'OFCE, 46% des baisses d'impôts vont profiter à 10% des Français les plus aisés en tenant compte de la "flat tax" et de la transformation de l'ISF. Votre politique fiscale est-elle pro-riches?

Nous contestons ces conclusions. Les baisses d'impôts sur le travail, qui profitent à tous les ménages, s'élèvent à 7 milliards. Les autres baisses concernent la fiscalité du capital. Le gouvernement a choisi de faire du "en même temps" – pour les ménages et pour l'activité économique. Dans une Europe ouverte, l'ISF était une absurdité qu'aucun pays n'a imité. Chez moi à Tourcoing, ceux qui avaient de l'argent sont partis l'investir en Belgique!

Vous nous confirmez que la taxe d'habitation ne sera pas remplacée par un nouvel impôt après 2020?

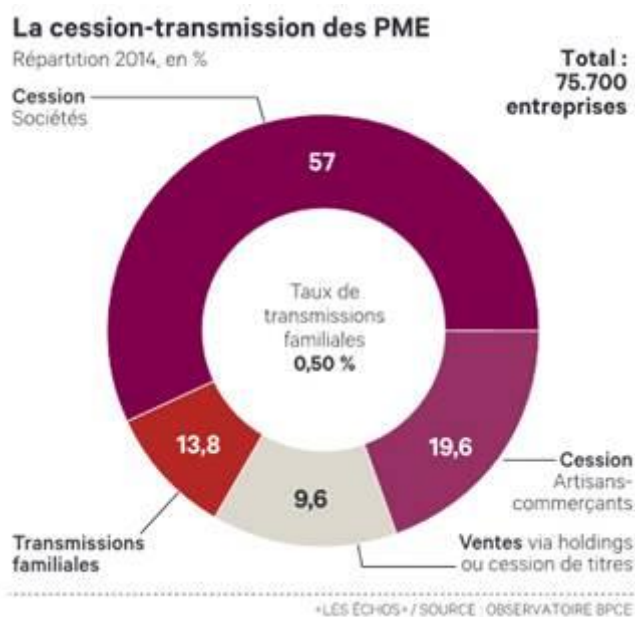
On ne va pas créer un impôt supplémentaire juste après en avoir supprimé un, ce serait un tour de passe-passe inacceptable! Il faudra compenser la disparition de la taxe d'habitation pour garantir l'autonomie financière des collectivités locales. Une solution pourrait consister à flécher des points de TVA ou de CSG vers les collectivités.

Où en êtes-vous dans la mise en place du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu (IR)?

Au 1er janvier 2019, les Français verront leur impôt sur le revenu prélevé directement chaque mois sur leur feuille de salaire. C'est une énorme simplification! Concrètement : en 2018, vous payerez vos impôts sur vos revenus de 2017. En 2019, vous les payerez directement sur ceux de 2019. En 2018, vous ne paierez pas d'impôt sur vos revenus. Ce sera une vraie année blanche. Ceux qui auront une légère hausse de leurs revenus normaux cette année seront gagnants. Mais les revenus exceptionnels resteront taxés, pour éviter que des petits malins ne fassent de l'optimisation fiscale sur le dos de l'État. Dans leur déclaration de revenus en avril, les Français pourront choisir quel taux apparaîtra sur leur feuille de paye : le taux normal, ou un taux neutre s'ils préfèrent que leur employeur ne connaisse pas le niveau d'imposition de leur foyer. Les couples pourront aussi payer leurs impôts chacun de leur côté.

Bruna Basini [et](#) Christine Ollivier

7 Transmission d'entreprise : vers un assouplissement du pacte Dutreil



Le gouvernement souhaite faire évoluer le Pacte Dutreil dans le cadre de la future loi Pacte sur les entreprises. La possibilité d'avoir recours à un dirigeant extérieur pourrait par exemple voir le jour.

Quinze ans après sa création, le [pacte Dutreil](#) pourrait se moderniser dans le cadre de la future loi Pacte. Le texte, [dont l'ambition est de lever les freins à la croissance des PME](#), pourrait assouplir les règles de ce pacte, signé entre actionnaires familiaux pour faciliter la transmission de l'entreprise. [Dans sa consultation des acteurs économiques](#), Bercy a proposé de supprimer l'obligation de confier la direction de l'entreprise à l'un des héritiers.

Cette préconisation s'appuie sur les travaux de certains économistes comme Thomas Philippon concluant que les héritiers familiaux ont tendance à être plus conservateurs dans leurs décisions. Plus largement, certaines entreprises ont besoin de plus de souplesse en faisant appel à un dirigeant extérieur. L'idée serait de substituer cette obligation à d'autres critères d'engagements, portant notamment sur l'investissement ou l'emploi.

Engagement de conservation assoupli

Pour mémoire, le pacte Dutreil permet de [réduire de 75 % les droits de succession lors de la transmission d'une entreprise familiale](#). En échange, les actionnaires doivent s'engager à conserver leurs titres au moins deux ans. L'un des signataires du pacte doit exercer des fonctions de direction dans l'entreprise, condition qui pourrait être assouplie.

Les réflexions portent également sur les évolutions capitalistiques. « *L'engagement de conservation qui pèse sur les héritiers ne permet pas au capital de circuler facilement* », souligne une source gouvernementale. Une rigidité qui peut freiner certaines opérations financières. Là encore, les conditions devraient donc être revues. Le Mouvement des entreprises intermédiaires en France (METI) a sensibilisé les pouvoirs publics à ce sujet. « *A partir du moment où l'entreprise dispose d'un bloc actionnarial solide, la respiration du capital doit être possible* », défend son délégué général, Alexandre Montay.

Parmi les préoccupations figure également la nécessité de simplifier les démarches et de « renforcer la sécurité juridique ». « Le pacte Dutreil est encore difficile d'accès pour les TPE car il nécessite le recours à des conseils pour éviter de perdre brutalement les avantages », pointe-t-il.

Evolutions démographiques

Ces enjeux devraient prendre une importance croissante, dans la mesure où les transmissions d'entreprises sont appelées à se multiplier en raison des évolutions démographiques. « La tendance au vieillissement des dirigeants de PME et d'ETI semble s'accroître : de 14,6 % en 2005, la proportion des 60 ans et plus est passée à 17,2 % en 2010 à 21,1 % en 2014 », notait l'Observatoire BPCE dans son dernier rapport.

Cette évolution tient également au fait que certains dirigeants [renoncent à céder leur entreprise](#). Et elle n'est pas nécessairement favorable à la croissance de ce tissu de PME. « Les comportements de désendettement et de limitation de l'investissement qui sont caractéristiques des dirigeants âgés ou en préparation de cession se généralisent à un nombre croissant d'entreprises », relevait cette étude.

[Ingrid FEUERSTEIN](#)

::: ENTREPRISES

LE FIGARO – 29/01/2018

8 Les péages d'autoroute plus chers au 1er février



Cette hausse devrait varier entre 1,03 % et 2,04 % en fonction des réseaux.

Voilà de quoi échauffer les automobilistes. Jeudi prochain, les tarifs des péages autoroutiers vont à nouveau augmenter. Cette hausse devrait varier entre 1,03 % et 2,04 % en fonction des réseaux, selon les chiffres révélés par *Le Journal du dimanche* en novembre dernier, et confirmés par le ministère des Transports. Elle devrait être plus élevée pour Area, qui exploite des autoroutes en Rhône-Alpes. Le ministère devrait présenter ces chiffres ce lundi lors de la réunion du Comité des usagers qui réunit les associations, les fédérations professionnelles, des élus ainsi que l'État.

Cette hausse des prix est incontestablement plus importante que celle enregistrée en 2017 - année de l'élection présidentielle -, qui n'atteignait pas le 1 %.

Les concessionnaires autoroutiers (SAPN, APRR et Area) ainsi que le gouvernement n'ont toutefois pas carte blanche pour les tarifs des péages. «La décision n'est pas nouvelle. [L'évolution des prix des péages autoroutiers](#) prend en compte l'inflation et applique les contrats conclus entre l'État et les sociétés concessionnaires il y a plusieurs années», rappelle-t-on au ministère des Transports.

Niveau de hausse plus élevé chez APPR et Area

Concrètement, pour définir les tarifs, les concessionnaires autoroutiers peuvent actionner trois leviers. Le premier correspond à 70 % du niveau d'inflation de l'année passée. Par ailleurs, ils répercutent sur les usagers l'augmentation de la redevance domaniale (utilisation du domaine public) exigée par l'État

en 2013. Soit environ 50 % de la hausse des tarifs pour cette année, souligne-t-on du côté des opérateurs autoroutiers. Tertio, les travaux supplémentaires, réalisés en plus des exigences légales, pèsent également sur cette hausse des prix. C'est ce qui explique le niveau de hausse plus élevé chez APPR et Area.

Il est à noter qu'en 2015 la ministre de l'Écologie, Ségolène Royal, qui avait décidé de s'attaquer de front aux sociétés autoroutières, avait obtenu un «gel des tarifs» qui n'a donc pas été poursuivi...

[Manon Malhère](#)

LA TRIBUNE – 27/01/2018

9 Heetch contre-attaque dans un environnement de plus en plus complexe



Heetch a revu son modèle économique mais veut préserver son ADN fondé sur une relation conviviale avec les clients mais également avec les chauffeurs.

La plateforme VTC a annoncé une nouvelle levée de fonds (16,5 millions d'euros) visant à financer sa stratégie de déploiement en France et à l'international. Revenu de loin, Heetch devra toutefois affronter un environnement réglementaire de plus en plus complexe, mais également un contexte concurrentiel très agressif.

Heetch is back ! C'est en substance le message qu'a voulu délivrer la startup française spécialisée dans le transport VTC qui vient d'annoncer une levée de fonds de 16,5 millions d'euros. La société, fondée par Teddy Pellerin et Mathieu Jacob en 2013, est parvenue à un nouveau tour de table avec plusieurs investisseurs dont le britannique Felix Capital, Alven, et Via ID (qui étaient déjà investisseurs) auxquels il faut ajouter Idinvest Partners et InnovAllianz.

A l'occasion de cette levée de fonds, Heetch a déroulé une stratégie extrêmement offensive visant à « *détrôner Uber en France* », le groupe américain leader mondial. « *Heetch mise sur son ADN unique : un service humain, convivial et une proximité avec ses drivers et passagers qui cassent les codes des acteurs les plus classiques* », peut-on lire dans le communiqué de presse.

Ce n'est pas la première fois qu'Heetch veut se distinguer d'Uber en misant sur un autre rapport des chauffeurs avec ses clients, en se comparant notamment à Lyft, le challenger américain d'Uber.

Cap sur l'international

L'autre volet de cette stratégie concerne l'internationalisation. Déjà présente en Suède, en Italie, en Belgique, et depuis peu au Maroc, la plateforme de VTC veut s'implanter « *dans 2 ou 3 pays au cours de l'année* ». Cette stratégie de croissance géographique doit également se faire en France puisque la

jeune pousse emmenée par Teddy Pellerin doit bientôt débarquer à Toulouse, Montpellier et Strasbourg, complétant ainsi les 6 métropoles françaises dans lesquelles elle est déjà installée.

L'entreprise revient pourtant de loin... Très loin ! En 2016, Heetch était visé par une procédure judiciaire spectaculaire qui avait conduit à l'arrestation physique de ses deux fondateurs sur fond d'affrontements avec les sociétés de taxis. La justice avait alors statué sur l'illégalité de l'application Heetch. Elle a contesté son droit à mettre en relation des chauffeurs particuliers avec des passagers, sans la nécessité de passer par le statut de VTC. Heetch ne peut désormais travailler qu'avec des chauffeurs VTC avec toutes les contraintes inhérentes à ce statut (carte professionnelle, typologie de la voiture...). De fait, la société est passée de 30.000 chauffeurs à 5.000 aujourd'hui.

Devenu une application VTC classique, Heetch avait quasiment disparu des radars. Teddy Pellerin souhaitait prendre le temps de retravailler le concept de l'entreprise et de consolider les fondamentaux de cet ADN, notamment dans sa relation avec ses chauffeurs. En septembre dernier, Heetch avait déjà levé 10 millions d'euros pour se relancer. Il revendique aujourd'hui 200.000 utilisateurs et 40.000 trajets hebdomadaires.

Une concurrence accrue, des jurisprudences défavorables

Pourtant, l'environnement réglementaire et concurrentiel est devenu nettement plus compliqué pour Heetch. L'entrée en vigueur d'un nouveau statut de chauffeur VTC a nettement réduit le nombre de chauffeurs habilités. Les différentes plateformes VTC vont alors rivaliser d'ingéniosité pour les attirer. Les jurisprudences jouent également en défaveur du statut d'autoentrepreneur comme le prouve une récente décision [visant LeCab et qui requalifie un chauffeur comme salarié CDI](#). La décision de la cour de justice européenne a également renvoyé les plateformes VTC à des sociétés soumises au droit du secteur des transports. Si cette décision n'est pas pénalisante en droit français qui avait déjà intégré cet aspect, ce sera en revanche un problème dans d'autres pays européens.

Côté concurrence, [le déploiement de l'estonien Taxify](#) (rebaptisé en France Txfy), dans lequel le mastodonte chinois Diddy est actionnaire, est une nouvelle source d'inquiétudes. A cela, il faut ajouter la consolidation des autres acteurs autour de grandes multinationales dotées d'une capacité d'investissement très supérieure comme Marcel par Renault ou le rachat de Chauffeur Privé par le groupe Daimler. Heetch veut néanmoins croire avoir une véritable carte en main avec son ADN de trublion du marché VTC.

Par [Nabil Bourassi](#)

LE PARISIEN – 29/01/2018

10 Airbnb va reverser 13,5 millions d'euros de taxe de séjour à 50 villes françaises



Emmanuel Marill, directeur général de Airbnb France.

Sur le papier, le patron d'Airbnb France a raison. Mais cela fait en réalité des années que les élus locaux bataillent pour obtenir l'automatisation de la collecte de la taxe de séjour sur Airbnb. Car dans les faits, si les hôtes du site étaient déjà invités à récolter la taxe de séjour et à la reverser à leur commune, peu d'entre eux le faisaient. Avec 300 000 logements en France, dont 70 000 à Paris et sa banlieue, le manque à gagner n'est clairement pas négligeable pour les villes. Mais ce n'est pas tout. Pour les élus des collectivités locales, cette généralisation va aussi permettre de mettre fin, localement, à une forte inégalité entre les meublés touristiques loués par Airbnb et les petits hôteliers et campings locaux qui dénoncent une concurrence déloyale.

Airbnb, grand sauveur des finances et de la paix sociale des communes françaises ? Emmanuel Marill semble en être convaincu. Pour assurer que « le développement du tourisme bénéficie réellement à tous et à tous les territoires », il invite d'ailleurs formellement « les autres plates-formes de location meublée à faire de même » en généralisant, comme Airbnb, la collecte automatique de la taxe de séjour. Un brin donneur de leçons ? Oui. Surtout lorsque l'on sait que le géant américain, passé maître en matière d'optimisation fiscale, [n'a payé que 92 944 € d'impôts à l'Etat en 2016 !](#) Soit le montant que verserait une PME.

Aurélie Lebelle

LE POINT – 29/01/2018

11 Données personnelles : le règlement européen qui inquiète les entreprises



Le nouveau texte sur la protection des données entrera en vigueur en mai. Il reste encore beaucoup à faire pour que les entreprises soient en conformité.

Le Règlement général sur la protection des données (RGPD), texte européen qui s'appliquera dans toute l'Union européenne dès son entrée en vigueur en mai 2018, donne plus de droits au citoyen consommateur. Celui-ci devra exprimer son consentement de manière explicite et aura un accès renforcé à ses données. Il devra savoir ce que l'entreprise compte en faire, et celle-ci devra l'en informer de façon claire et compréhensible. Pour obtenir son accord, l'entreprise ne peut plus précocher la case « oui » : si la personne ne coche pas « oui », c'est qu'elle a dit « non ».

L'utilisateur pourra aussi s'opposer à certains types de traitements (le profilage, par exemple). En ce qui concerne le devenir des données, le droit à l'oubli numérique se voit consacré. Le droit à l'effacement des données auprès du responsable du traitement vient compléter le droit au déréférencement d'une information ou d'un lien sur un moteur de recherche. Nouveau droit prévu par le règlement, le droit à la portabilité permet à l'utilisateur de récupérer ses données communiquées à une plateforme (réseau social, site marchand, site de streaming...) soit pour les conserver, soit pour les transférer vers un autre opérateur ou service en ligne.

La mise en œuvre du RGPD sera lourde de conséquences pour le business des entreprises, et donc pour certains emplois. Elles se doivent désormais de recenser dans un registre les données qu'elles collectent, d'intégrer la protection de la vie privée dès la conception du produit et du service (« privacy by design ») et de mettre en place les outils adéquats pour préserver la liberté de choix de l'utilisateur. Celui-ci doit, par exemple, avoir la possibilité de cocher ou de décocher la géolocalisation dans un

smartphone ou d'être averti par un voyant lumineux que son enceinte connectée est allumée et enregistre les conversations.

Le règlement les oblige par ailleurs à ne collecter que les données nécessaires. Par exemple, une société de VTC a besoin des données de géolocalisation du client, mais elle n'a pas à lui demander l'accès à la liste de ses contacts. En cas de manquement à ses obligations, l'entreprise encourt, selon les cas, une amende pouvant aller jusqu'à 2 ou 4 % du chiffre d'affaires mondial dans la limite de 10 ou 20 millions d'euros.

Par [Laurence Neuer](#)

LES ECHOS – 29/01/2018

12 Radio France : grand oral à haut risque pour Mathieu Gallet



+ VIDEO. Le président de Radio France saura mercredi 31 janvier si le gendarme de l'audiovisuel le maintient à son poste, bien que le gouvernement lui ait de fait retiré son soutien.

Jour de grand oral que ce lundi 29 janvier pour Mathieu Gallet, le président de Radio France. Alors que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a [engagé une procédure le concernant](#) lorsqu'il a [perdu le soutien de l'exécutif mi-janvier](#), le jeune dirigeant doit convaincre les 7 membres du collège du gendarme de l'audiovisuel qu'il peut rester à son poste. Il n'aura pas trop longtemps à attendre avant d'obtenir ses résultats, puisque l'institution présidée par Olivier Schrameck donnera son avis lors de sa prochaine assemblée plénière deux jours plus tard, le 31 janvier.

Calculs politiques, réforme du rôle du CSA et de l'audiovisuel public, bilan de Mathieu Gallet... Le Tout-Paris des médias jongle avec les circonstances inédites de ce grand oral pour spéculer sur le sort du dirigeant, dont le destin [a basculé le 15 janvier quand il a été condamné pour favoritisme lorsqu'il dirigeait l'Institut national de l'audiovisuel](#).

Pas refaire le jugement du Tribunal

« Un dirigeant d'entreprise publique condamné pour favoritisme, ce n'est pas une situation acceptable. Il appartient à l'intéressé d'en tirer les conséquences, ainsi qu'au Conseil supérieur de l'audiovisuel, légalement compétent », avait déclaré Françoise Nyssen, ministre de la Culture, dans « Le Monde ». De telles phrases semblent sans appel.

En effet, le CSA n'a pas l'intention de refaire le jugement du tribunal correctionnel de Créteil, dont les avocats de Mathieu Gallet ont fait immédiatement appel. Il examinera la capacité de Mathieu Gallet à exercer son mandat jusqu'à son terme théorique de mai 2019. Or diriger un média public sans la confiance de la tutelle paraît difficile.

CSA indépendant

Cela dit, Mathieu Gallet pourrait être aidé par les circonstances. D'abord, après avoir résisté à une éviction par la ministre de la Culture d'alors, Fleur Pellerin, en début de mandat, le président de Radio France affiche un bilan jugé généralement bon, notamment du point de vue des audiences de ses stations.

Ensuite, si Mathieu Gallet était révoqué, le CSA devrait engager une procédure pour le remplacer, passé, bien sûr, l'intérim assuré par Jean-Luc Vergne, le doyen des quatre administrateurs de Radio France désignés par le CSA. Avec un timing qui n'est idéal pour personne. Le président Emmanuel Macron veut en effet que le CSA perde le pouvoir de nommer les patrons de l'audiovisuel public. Et il est en train de réformer ce dernier en profondeur avec l'objectif d'entériner tout cela dans la loi à l'automne prochain.

Certains estiment donc que si le CSA maintenait Mathieu Gallet, le gendarme, censé être indépendant, affirmerait son autorité avant d'être réformé. Quant au gouvernement, il ne perdrait pas forcément la face non plus et n'ajouterait pas d'instabilité chez Radio France à un moment délicat. De son côté, Mathieu Gallet serait « *serein* » et aurait même travaillé vendredi à la copie sur la réforme du service public que Radio France devait remettre le même jour à Françoise Nyssen.

VIDEO. Numérique, audiences, réseaux sociaux... Les priorités de Radio France selon Mathieu Gallet // <https://www.lesechos.fr/tech-medias/medias/0301217020363-radio-france-grand-oral-a-haut-risque-pour-mathieu-gallet-2148899.php>

Nicolas Madelaine

LE JDD – 28/01/2018

13 Delphine Ernotte : "Je suis la garante de l'indépendance de France Télévisions"



La patronne de France Télévisions, Delphine Ernotte, sort de son silence dans une longue interview dans le JDD. Elle dément toute "tension avec l'Etat" et se dit la "garante" de l'indépendance.

Sur France 2 courant décembre, Emmanuel Macron avait mis la pression sur la patronne de France Télévisions, Delphine Ernotte en expliquant vouloir lancer en 2018 un "grand travail de réflexion" sur l'audiovisuel public, estimant que ce dernier devait notamment s'adapter aux nouveaux usages des téléspectateurs. Ce dimanche, Delphine Ernotte sort de son silence et dément dans le JDD tout "climat de tensions avec l'Etat" : "Ce n'est pas la nature des liens que France Télévisions entretient avec l'État, je parlerais davantage de nouvelles exigences. Nous travaillons sereinement avec un partage clair des responsabilités : au gouvernement et au Parlement de définir la réforme – sa vision et son ambition –, ma mission consiste à offrir une télévision de qualité aujourd'hui tout en préparant celle de demain."

Dans quel état d'esprit êtes-vous, aujourd'hui à mi-mandat, alors qu'un climat de tensions semble s'être installé entre l'Etat et vous-même?

France Télévisions se porte mieux aujourd'hui. Ses audiences progressent à nouveau, ses comptes sont à l'équilibre. Nous sommes le premier groupe audiovisuel français. Mais je ne peux pas m'en satisfaire, nous devons poursuivre notre transformation en innovant davantage encore. Vous parlez d'un climat de

tensions ? Ce n'est pas la nature des liens que France Télévisions entretient avec l'État, je parlerais davantage de nouvelles exigences. Nous travaillons sereinement avec un partage clair des responsabilités : au gouvernement et au Parlement de définir la réforme – sa vision et son ambition –, ma mission consiste à offrir une télévision de qualité aujourd'hui tout en préparant celle de demain.

"Une honte pour nos concitoyens, une honte en termes de gouvernance", "la honte de la République"... Cette charge d'[Emmanuel Macron](#) dirigée le 5 décembre contre l'audiovisuel public est-elle acceptable ? Et n'hypothèque-t-elle pas votre fin de mandat ?

Bien sûr que tous les salariés de l'audiovisuel public ont été bousculés quand ces propos ont été rapportés. Mais ils ont été démentis. En revanche, le Président a clairement exprimé une volonté forte de repenser l'audiovisuel public. On ne peut que se réjouir que ce soit de nouveau une priorité ! La dernière loi date de 1986, c'est-à-dire de la préhistoire quand on parle de télé, et tout l'écosystème mérite, en effet, d'être profondément repensé. Redéfinir les missions du service public dans le cadre de la réforme telle qu'elle s'annonce me semble être une bonne chose. C'est gagnant-gagnant pour tout le monde : l'État, France Télévisions et les téléspectateurs.

L'indépendance de [France Télévisions](#) est-elle, selon vous, respectée ?

J'en suis la garante!

Malgré les interventions de tel ou tel ministre, les interférences, les tensions avec l'exécutif ?

L'information et l'investigation sont libres sur le service public : deux fois oui! C'est notre marque de fabrique. Et l'indépendance s'applique aussi aux programmes. Le gouvernement a toujours respecté cela strictement.

Qu'attendez-vous de cette réforme voulue par le chef de l'Etat ?

Qu'elle redéfinisse ce que doivent être les missions de service public dans un environnement en complète mutation. Qu'elle détermine pour France Télévisions les moyens, les outils et le cadre adéquats pour relever les nouveaux défis auxquels cette maison est confrontée, avec l'inexorable accélération de la montée en puissance des Gafa (Google, Amazon, Apple...). Avec deux enjeux majeurs : la sanctuarisation d'une information de qualité face aux ravages des fake news et aux réseaux sociaux. Et le renouveau de la création française, dans un environnement chamboulé, ici encore, qui voit des plateformes comme Netflix bouleverser les habitudes de consommation.

Réduction du périmètre de France Télévisions, rapprochement avec Radio France, rôle de France 3, financement du secteur : toutes ces questions sont sur la table. Qu'en pensez-vous ?

Le gouvernement et les parlementaires se sont saisis du sujet et c'est une bonne chose car ce n'est pas aux présidents des entreprises publiques de fixer le cadre, c'est le rôle de l'État et du législateur. C'est l'occasion de tout mettre sur la table. Si j'assume le formidable héritage de cette maison, je suis déjà pleinement engagée à la faire évoluer. Je suis là pour ouvrir toutes les pistes et nous continuerons donc à contribuer activement à la réflexion sur tous les changements. Ces travaux seront l'occasion de mettre en adéquation les nouvelles missions de France Télévisions et ses besoins. L'audiovisuel public est un bien commun de notre démocratie et c'est collectivement que nous devons imaginer son avenir.

On évoque une réforme sur le modèle de celle de la BBC en Grande-Bretagne.

La BBC est une entreprise aussi formidable que France Télévisions, et qui fait face aux mêmes défis. Tony Hall, le patron de la BBC, dit la même chose : nous avons tous un problème face à la mondialisation. En Italie, en Suède, en Espagne ou en Allemagne, c'est la même chose. C'est la raison pour laquelle j'ai invité mes partenaires européens (ceux de la BBC, de la RAI ou de la ZDF) à se rassembler autour d'une offre commune, à travers des accords de coproduction internationale, voire la création de plateformes de diffusion payantes et gratuites : il n'y a pas de fatalité à ce que l'Europe ne réagisse pas face à Netflix ou Amazon.

Face à ces enjeux, le "mammoth" France Télévisions vous semble-t-il réformable ?

Avec un projet ambitieux, innovant et porteur d'avenir, nous pouvons aller vite. Nous avons lancé une chaîne d'info en quelques mois. Les défis de la transformation, c'est tous les jours.

L'avenir de France 3 est-il l'un des points clés de la réforme?

Bien évidemment. Ça fait quinze ans qu'on attend une grande réforme de France 3. Maintenant, nous sommes prêts. Nous voulons aller vers plus de proximité, des synergies très fortes avec France Bleu et, pourquoi pas, des partenariats avec la presse quotidienne régionale. Il faut être prêt à toutes les alliances pour se développer.

Y compris à travers des accords avec Orange, TF1 et M6?

Naturellement, c'est un enjeu de soft power français! J'appelle de mes vœux des accords avec TF1 et M6. La concurrence sur les audiences tous les matins à 9 heures, c'est le vieux monde. Maintenant ce sont Google et Netflix nos concurrents. Dans le même esprit, je discute avec Orange sur de possibles coopérations.

Moins d'argent dans les caisses et des coupes financières : qu'en est-il du dossier des JO de 2024?

Soyons clairs, ça fait des décennies que l'on diffuse les JO, on ne va pas renoncer l'année où ça se passe à Paris ! Je me bats donc pour que France Télévisions puisse diffuser les Jeux olympiques de 2024. En revanche, on ne peut pas payer n'importe quel prix pour les droits sportifs. C'est l'argent du contribuable.

En décembre, les journalistes des rédactions nationales de France Télévisions ont approuvé à une majorité écrasante (84% des votants) une motion de défiance contre vous. Comment avez-vous réagi? Considérez-vous votre légitimité atteinte par ce vote?

Je l'ai prise au sérieux et j'ai compris l'inquiétude des journalistes. Je le redis : la qualité de l'information est l'une de nos priorités et ne sera jamais une variable d'ajustement.

On peut regretter l'absence d'une ou plusieurs émissions culturelles de référence sur vos antennes : où sont les Pivot ou les Chancel de demain?

Nous avons *La Grande Librairie* et *Stupéfiant* lancé l'année dernière, mais nous y travaillons. Il faut sans cesse inventer une offre culturelle adaptée à notre époque. Audacieuse, à la portée de tous et ouverte sur le monde. Idem dans le divertissement où, là encore, nous allons tenter de renouer avec ce qui a fait la force de France 2 au milieu des années 1990. Nous y travaillons pour la rentrée prochaine.

Pourquoi avoir attendu deux ans pour lancer de tels projets?

Parce que Rome ne s'est pas faite en un jour! Nous avons lancé beaucoup de réformes, notamment, sur l'information. Nous avons rajeuni et féminisé les visages des antennes. Début février, nous lançons *Slash*, un nouveau média destiné aux jeunes adultes sur le Net. Et nous dépoussiérons, par ailleurs et à partir de ce lundi, l'habillage vieux de seize ans de l'ensemble des antennes du groupe. Cette nouvelle charte graphique est à dessein inspirée de l'univers du digital. Enfin, nous avons augmenté les investissements dans la création. La fiction, c'est la grande priorité. On doit pouvoir lancer des grandes séries françaises d'envergure internationale.

On annonce l'arrivée d'un ancien de TF1 et de Lagardère Studios, Takis Candilis, pour conduire ces projets à la direction des programmes du groupe?

Nous discutons effectivement ensemble. Je veux consolider notre organisation pour porter plus efficacement encore la réforme à venir.

Aura-t-il autorité sur les chaînes, ce que Xavier Couture à ce poste avait exigé en vain avant de claquer la porte après avoir dénoncé les féodalités de cette maison?

J'ai annoncé une refonte de l'organisation après le départ de Xavier. Je la présenterai dans les semaines qui viennent. Je m'inspirerai du fonctionnement qu'adoptent en ce moment la plupart des services publics européens.

Confessez- vous un regret et admettez-vous des erreurs?

Je regrette les conditions du départ de David Pujadas, on aurait pu se séparer d'une meilleure manière.

Renaud Revel

LE JDD – 28/01/2018

14 Apprentissage : tensions entre Edouard Philippe et Muriel Pénicaud

La ministre du Travail Muriel Pénicaud a des différends avec son Premier ministre Edouard Philippe au sujet de la réforme de l'apprentissage.

Dans le bras de fer entre le Medef et les Régions, le Premier ministre Edouard Philippe et la ministre du Travail Muriel Pénicaud ne sont pas sur la même longueur d'onde. Une première.

Entre Matignon et le ministère du Travail, rien ne va plus ou presque. Pomme de discorde : l'apprentissage. Pour la première fois depuis l'élection [d'Emmanuel Macron](#), des divisions apparaissent au sein de l'exécutif. "Le front gouvernemental craque face à la fronde régionale, tacle un membre du gouvernement. On prend le risque de planter la réforme afin de récupérer des alliés potentiels pour La République en marche." Le mauvais coup n'est venu ni des ordonnances travail, dont le parcours législatif s'est achevé sans encombre cette semaine, ni des syndicats, mais... du Medef et des Régions! Un scénario que les plus fins observateurs de l'Elysée n'avaient pas forcément pressenti.

Hervé Morin mène la fronde

"Ils ont sous-estimé Hervé Morin", juge un responsable patronal. Depuis son élection le 22 novembre à la tête de l'Association des Régions de France (ARF), le président UDI de la Normandie mène la fronde contre le ministère du Travail, qui entend déverrouiller un dispositif qui n'accueille que 10% des 15-24 ans en en confiant les rôles aux entreprises. "Le système Medef-UIMM, c'est la main invisible du marché, la loi de l'offre et de la demande. Il faut un minimum de pilotage public, sinon on va assister à un appauvrissement considérable de l'offre de formation", tempête Morin, qui propose la signature de contrats d'objectifs et de moyens par branches.

Entre Pierre Gattaz, qui veut un apprentissage cousu main, et les Régions, qui souhaitent préserver l'équilibre de leurs territoires, c'est un dialogue de sourds. Dans les groupes de travail chargés de mener les concertations, la tension était parfois à son comble. "La question du "qui fait quoi" a complètement occulté les autres. La politique a pris le dessus", regrette une participante. Une plénière de restitution se déroulera chez France Stratégie ce mardi. Le rapport doit ensuite être transmis à la ministre du Travail, Muriel Pénicaud. Dans ce dossier devenu poudrière, la partie ne se joue pas là, mais à l'Elysée et à Matignon. Les acteurs de cette pièce qui tourne au vinaigre l'ont bien compris. Et profitent des désaccords internes entre ceux qui ne veulent pas se mettre les Régions à dos et ceux qui militent pour un système plus agile. Franck Morel, conseiller social à Matignon, Pierre-André Imbert, son homologue à l'Elysée, et Alexis Kohler, le secrétaire général du Château, sont sollicités de toutes parts par des injonctions contradictoires.

Dans son combat, Hervé Morin semble avoir l'oreille [d'Edouard Philippe](#), élu local et soucieux d'asseoir sa majorité dans les territoires, qu'il a vu le 15 janvier. A sa sortie, il criait quasiment victoire. A tel point que, le lendemain, Pierre Gattaz quittait les négociations sur la formation professionnelle. Les réunions des 19 et 26 janvier ont été ajournées. Désormais, ça n'est plus un, mais deux dossiers capitaux pour le gouvernement qui sont plantés. "On frôle le ridicule, les jeunes s'en fichent de savoir par quel tuyau de financement ça passe", fustige Alain Griset, président de l'U2P (qui représente les artisans et professions libérales). Le coup d'esbroufe du président de l'ARF a irrité l'Elysée. "Tactiquement, Morin l'a

bien joué, il installe son mandat et au final il pourra toujours dire qu'il a sauvé les meubles", analyse un dirigeant patronal. Plus ou moins acquis à sa cause également, Jean-Michel Blanquer. Le ministre de l'Éducation nationale ne dispose pas de conseiller spécialisé sur l'apprentissage, mais reste soucieux de préserver les lycées professionnels, gérés par les Régions et qui entrent en concurrence avec les centres de formation d'apprentis (CFA).

Au sein même du patronat, les avis divergent

A l'opposé, Muriel Pénicaut, ancienne DRH, refuse une réformette qui préserverait l'existant. Les 24 et 25 janvier, son cabinet a rencontré le Medef, la CPME et l'U2P. Au sein même du patronat, les avis divergent. L'U2P, qui dispose de CFA interprofessionnels à cheval sur plusieurs branches, est pro-Régions. Tout comme le bâtiment, les chambres des métiers et la FNSEA. Quant à la CPME, plus modérée que le Medef, elle a échangé jeudi avec le Premier ministre. Au CES de Las Vegas, son numéro un, François Asselin, a croisé Hervé Morin. Depuis, il joue les entremetteurs avec Matignon.

Des deals se dessinent autour des deux points de crispation : le passage à un financement au contrat – en fonction du nombre d'élèves inscrits en CFA – géré par les branches, et la possibilité pour les Régions d'exercer un droit de veto en cas de nouveaux centres. Elles disposeraient librement d'une fraction du financement (5 à 10%) et pourraient bloquer les ouvertures dans un rayon de 30 km autour d'un lycée professionnel. Après un rendez-vous vendredi soir avec l'ARF Rue de Grenelle, la température semble baisser. L'issue, positive, serait proche. Mais l'histoire laissera des séquelles.

Emmanuelle Souffi

LES ECHOS – 29/01/2018

15 Apprentissage : compromis en vue entre le Medef et les Régions



Le Medef s'oppose à ce que les Régions conservent un droit de veto à l'ouverture des centres de formations d'apprentis. Le compromis prendrait la forme de conventions d'objectifs et de moyens négociées sur le moyen terme.

Déblocage en vue pour [la réforme de l'apprentissage](#) . Après quelques débats houleux avec Matignon, le ministère du travail est sur le point de mettre fin à la guerre de gouvernance qui oppose le tandem Medef-CPME aux Régions. Le compromis, selon des sources concordantes, passerait par des conventions d'objectifs et de moyens, selon le vocable retenu à ce stade, permettant aux parties prenantes de négocier, en bonne intelligence, des schémas directeurs de développement des centres de formation d'apprentis (CFA) et des lycées professionnels sur le moyen terme. Mais sans retomber dans la bureaucratie du système de cartes scolaires actuel.

La pomme de discorde est venue du projet porté par le ministère du travail : mettre à bas le circuit horriblement complexe de financement de l'apprentissage en [instaurant une taxe d'alternance unique](#) (d'environ 0,8% de la masse salariale), à la seule main des partenaires sociaux. Ce faisant, on passerait d'une logique administrée à une logique de marché dans laquelle chaque CFA serait financé en fonction du nombre d'élèves en contrat.

La réaction des Régions n'a pas tardé. Soucieuses de conserver le pilotage de l'apprentissage, une de leurs compétences historiques, et notamment un droit de veto sur l'ouverture des CFA pour s'assurer qu'aucun territoire ne soit laissé pour compte, elles ont [claqué la porte de la concertation avant Noël](#), la qualifiant de « *mascarade* ».

Le fil du dialogue s'est renoué à l'issue d'une [rencontre avec Matignon](#), mais pas au point d'apaiser les tensions, le Medef et la CPME ayant décidé de [geler la négociation de la formation professionnelle](#), parallèle à celle de l'apprentissage. Tout cela sous l'oeil de l'Elysée au fur et à mesure que la querelle a pris [une tournure politique](#) : les grandes entreprises ont reçu un soutien des numéros un de FO et de la CFTC, les Régions celui des artisans de l'U2P ou des chambres consulaires.

A l'issue d'une série de rencontres bilatérales la semaine dernière, les deux camps se sont au moins retrouvés sur un point : l'urgence à trancher. C'est désormais en bonne voie, même s'il reste à préciser le contenu exact des conventions d'objectifs et de moyens, et le degré de pouvoir « coercitif » laissé aux Régions.

Sur ce point, plus question de parler de droit de veto, un casus belli pour le patronat, et notamment de celui qui empêcherait l'ouverture d'un CFA à moins de 30 minutes d'un lycée pro (une idée morte née de Matignon). Qui plus est, nombre de présidents de Région n'en veulent pas, lui préférant une régulation par le haut.

Pour agir en matière d'aménagement du territoire, les Régions disposeront d'un autre levier : celui de l'investissement. Quitte à créer une entorse au projet cher au ministère du travail, l'Elysée a semble-t-il donné son aval à ce qu'une fraction, même très réduite, de la future taxe d'alternance, puisse continuer à leur être versée (on évoque 0,1% de la masse salariale). Celle-ci viendrait compléter les 150 millions annuels tirée de la TICPE.

Le Medef voit rouge à cette perspective, craignant le maintien de logiques électoralistes, mais devrait toutefois annoncer le dégel de la négociation sur la formation professionnelle, dont la prochaine séance est prévue ce vendredi.

Alain Ruello

::: POLITIQUE

L'OPINION – 29/01/2018

16 Laurent Wauquiez esquisse les contours de son leadership



S'il a soigné le ton, le nouveau numéro un des Républicains se veut un président à poigne. Sur le plan programmatique, il entend aussi rééquilibrer le curseur de son parti

Samedi, à La Mutualité, à Paris, Les Républicains ont tenu leur premier conseil national sous l'ère Wauquiez. Valérie Pécresse est venue défendre sa vision sous les sifflets. «Il y a aujourd'hui deux droites», a-t-elle affirmé, tout en les jugeant «réconciliables». «Il y a une droite, elle peut être diverse, mais il y a une droite», a répliqué le nouveau patron du parti.

Pour lui, cela a été une séquence importante. Avec sa participation à *L'Émission politique* sur France 2, le 25 janvier, et le conseil national des Républicains organisé à La Mutualité deux jours plus tard, Laurent Wauquiez s'est installé comme le nouveau patron de la droite. Ces deux rendez-vous lui ont permis d'esquisser quels seraient sa ligne, sa méthode et son style.

Laurent Wauquiez ne le cache pas. En termes de management, il a un contre-modèle : Nicolas Sarkozy. À l'Élysée, rue de Vaugirard, l'ex-chef de l'État se plaisait toujours à ramener vers lui celui qui l'avait précédemment critiqué, en lui décernant titre ou fonction. Ce n'est pas vraiment le genre du nouveau président des Républicains. Pour lui, la fidélité absolue sera d'abord la première vertu. « Je ne distribue pas de postes aux enchères pour acheter le silence des uns ou des autres », a-t-il ainsi déclaré lors de son discours, samedi.

Désormais [confortablement installé dans son fauteuil de président LR \(il a été élu avec 74,6 % des voix\)](#), [Laurent Wauquiez](#) a mis aussi ce principe en pratique. Maël de Calan et Florence Portelli, ses deux adversaires lors de l'élection pour la tête du parti, ne sont pas du tout représentés dans les instances du parti. Tous deux siègent seuls au bureau politique et à la commission nationale d'investiture (CNI). Laurent Wauquiez n'y a nommé aucun de leurs proches, contrairement à leurs demandes. Leurs vives protestations médiatiques les jours précédant la ratification de la composition des organes internes de LR par le conseil national n'ont rien changé. Au contraire.

Pécresse esseulée. Autour de Laurent Wauquiez, bureau politique et CNI sont très monocolores. Moutils fidèles ont été récompensés par le patron de LR. Michèle Alliot-Marie qui avait eu le savoir-faire d'accorder au *Parisien*, le 22 janvier, une interview au bazooka contre Alain Juppé, se voit - elle - nommée aux deux instances. Quant à Valérie Pécresse, [qui se pose comme la première opposante interne du nouveau président et est venue faire entendre sa différence samedi sous les huées](#), elle sera très esseulée. Si elle siège au bureau politique, elle n'y comptera qu'une autre proche (Laurence Arribagé). À la CNI, dont elle n'est pas membre, ne figure qu'un seul de ses fidèles, Jean-François Lamour.

Si Laurent Wauquiez n'a fait aucune concession, il s'est en revanche employé à arrondir la forme. Lors de *L'Émission politique* sur France 2, il a adopté un ton posé et a pris soin de laisser s'exprimer ses contradicteurs. Alors qu'il est souvent accusé de prendre quelques distances avec la réalité, il n'a, cette fois, laissé derrière lui aucune mauvaise polémique qui aurait pu coller, comme un sale sparadrap, à sa parka rouge. Samedi, à La Mutualité, lors de son discours, il a moins recouru à la facilité que par le passé pour obtenir des succès de tribune.

Il y a aussi tracé une feuille de route limpide : « Forger le nouveau logiciel de la droite ». Laurent Wauquiez l'a décrit ainsi : « Mon ambition est de reconquérir tous les terrains que nous avons abandonnés petit à petit aux censeurs du politiquement correct : la nation, l'immigration, la frontière, les classes moyennes, mais aussi l'école, la culture, l'écologie, le social ». Il a réorienté le curseur programmatique de son parti, tournant la page Fillon et posant quelques nouveaux jalons. Alors que le candidat de LR voulait augmenter de deux points la TVA dans son projet présidentiel, Laurent Wauquiez estime que « la droite ne doit plus présenter de programme d'augmentation d'impôts ». De la même manière, il refuse que la droite « démantèle l'assurance-maladie ».

Dévitiliser. Sur l'immigration et la sécurité, le président de LR se veut sans tabous. [C'est son principal axe d'attaque contre Emmanuel Macron](#) qu'il accuse de « capitulation » en la matière. Laurent Wauquiez veut apparaître comme le premier opposant au chef de l'État. Mais il a d'abord sur sa route une première adversaire : Marine Le Pen. Le nouveau patron de la droite ne s'en cache pas : il veut en priorité dévitiliser le Front national, mal en point depuis son échec à la présidentielle et aux législatives.

Laurent Wauquiez et Marine Le Pen auront un premier rendez-vous : les élections européennes de mai 2019. Il y a cinq ans le FN était arrivé en tête. Cette fois-ci, Les Républicains seront-ils devant le FN ou cela sera-t-il l'inverse ? Dans toutes ses interventions, Laurent Wauquiez répète qu'il a le temps avec lui. C'est vrai, il a été élu pour cinq ans. Malgré tout, dans quinze mois, c'est une première étape clé qui l'attend. Pour ne pas non plus tout perdre, il a déjà annoncé qu'il ne serait pas tête de liste.

LE MONDE – 28/01/2018

17 Congrès du PS : quatre hommes en lice, le texte de Delphine Batho recalé



Quatre hommes brigueront la tête du Parti socialiste lors du 78e congrès : Emmanuel Maurel, Luc Carvounas, Olivier Faure et Stéphane Le Foll.

Pas de surprise. Le Conseil national (CN) du Parti socialiste (PS), réuni à Paris samedi 27 janvier, a validé quatre textes d'orientation dans le cadre de son 78^e congrès qui devra désigner le nouveau premier secrétaire. Il s'agit de ceux de Luc Carvounas (« *Un progrès partagé pour faire gagner la gauche* ») ; de Stéphane Le Foll (« *Cher.e.s camarades* ») ; d'Olivier Faure (« *Socialistes, le chemin de la renaissance* ») et celui d'Emmanuel Maurel (« *L'Union et l'espoir* »). Chacun d'entre eux doit faire une taille maximum de 50 000 signes (espaces compris) et doit abroder cinq thèmes obligatoires : l'écologie; les inégalités et le modèle économique; la République; l'Europe et la mondialisation. C'est sur cette base que les 102 000 militants socialistes revendiqués voteront les 15 et 29 mars pour désigner leur prochain chef.

Deux textes n'ont pas été retenus à défaut de parrainages : celui présenté par Myriam Petit, une militante des Hauts-de-Seine, et celui de Delphine Batho. Très offensif et intitulé « *Mitterrand, réveille-toi, ils sont devenus fous* », il n'a pas été validé puisque la députée des Deux-Sèvres n'avait pas sollicité de parrainages alors que seize membres du Conseil national devaient parapher les textes d'orientation pour qu'ils soient enregistrés. M^{me} Batho ne veut pas pour autant renoncer à faire campagne. Dans un [message publié sur Facebook](#), elle dénonce « *une décision très grave qui apporte une preuve supplémentaire de la faiblesse d'une direction coupée du réel et de la société, qui n'a plus comme ultime recours que la censure* ». Et ajoute : « *Ma campagne était prête. Je vais la poursuivre. Je vais aller échanger et débattre aux quatre coins de la France avec tous les militants qui le proposent. Il y aura donc le théâtre d'ombres du congrès officiel, et un peu comme à Avignon, le "festival off"* »

Emmanuel Maurel recueille le plus de parrainages

Le CN, qui s'est tenu sans psychodrame, a vu l'absence notable de quelques figures du parti comme Najat Vallaud-Belkacem retenue au Mans, Matthias Fekl ou encore Carole Delga, la présidente de la région Occitanie.

Ce seront donc quatre hommes qui brigueront la tête d'un parti en pleine crise d'identité. Parmi les prétendants c'est Emmanuel Maurel, représentant de l'aile gauche, qui a recueilli le plus de parrainages de membres du CN (32). Suivent Luc Carvounas et Olivier Faure (21) puis Stéphane Le Foll (16).

Ce chiffre ne préjuge pas du futur score des candidats. Le reste des 309 membres titulaires du CN s'ajouteront au pied des différents textes dans les jours qui viennent. Cependant, M. Maurel montre qu'il a su convaincre des cadres du parti et qu'il est loin d'être isolé. Surtout, cela prouve que la majorité sortante, dont les trois autres candidats sont issus, est attentiste, voire divisée. Ses militants n'arrivent

pas à choisir entre ces profils qui se ressemblent sur beaucoup de points politiques. La campagne interne qui va s'intensifier d'ici le vote du mois de mars, devrait décanter les choses.

Le 78e Congrès du PS se tiendra à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) les 7 et 8 avril.

Par [Abel Mestre](#)

LE PARISIEN – 29/01/2018

18 Les Insoumis lancent leur «école» pour muscler leur base militante



Le parti créé par Jean-Luc Mélenchon revendique près de 550 000 sympathisants.

Comment faire une grève ? Etre plus efficace sur les réseaux sociaux ? Le mouvement de Jean-Luc Mélenchon dispensera, dès samedi, des cours pratiques et théoriques pour muscler sa base militante.

La France insoumise annoncera officiellement ce lundi le lancement de son « école insoumise », un programme de formation politique à destination de ses sympathisants. Le jeune mouvement créé par Jean-Luc Mélenchon revendique aujourd'hui quelque 4 500 comités locaux (dits « groupes d'action ») en métropole et plus de 550 000 signataires de la plate-forme LFI, mais veut muscler la base de ses forces vives. Si une partie d'entre elles possède un passé de militants (venant du PCF, du PS ou du Parti de gauche), la majorité de ses soutiens actifs est composée de néophytes.

« C'est une réponse aux attentes formulées lors de la dernière convention (*NDLR : à Clermont-Ferrand, en novembre*) », explique Thomas Guérolé. Le politologue, engagé auprès des Insoumis, sera le coresponsable de cette structure. « L'idée est de délivrer des formations pour mieux s'approprier l'Avenir en commun (*NDLR : le programme politique du parti*) et approfondir sa formation politique », poursuit-il.

Des tutos en ligne

Au début, les cours auront lieu une fois par mois dans les locaux du mouvement, rue de Dunkerque à Paris (IXe, Xe). Ils seront retransmis en direct sur Internet et diffusés sur YouTube. Le premier cours, qui doit avoir lieu samedi, aura pour sujet la « philosophie insoumise », et sera délivré par Benoît Schneckenburger, enseignant en philosophie... et garde du corps de Mélenchon lors des campagnes électorales. Les cours suivants porteront notamment sur la sortie du nucléaire ou la pauvreté. Les profs de cette « école de formation politique » auront systématiquement un « profil militant ». LFI va aussi créer des tutoriels en ligne à destination des groupes d'actions sous forme de vidéos courtes. Objectif : expliquer « comment monter une grève », « animer un groupe d'action » ou « militer sur les réseaux sociaux ».

«Mieux argumenter, mieux convaincre»

« Cela doit permettre aux militants de mieux argumenter et mieux convaincre », explique Manon Le Bretton, enseignante en lettres. « Que chacun devienne un relais de nos idées », poursuit l'ex-candidate aux législatives dans l'Aude, qui partagera la responsabilité de l'école avec Thomas Guénolé.

Depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée, la France insoumise [n'a toujours pas réussi à mobiliser la rue contre sa politique](#). Mélenchon, qui lui avait « donné le point », veut désormais se persuader que le président a « mangé son pain blanc ». Avec son école insoumise, qui espère former une nouvelle génération de militants de terrain, retour aux fondamentaux !

Quentin Laurent

::: INTERNATIONAL

LE FIGARO – 29/01/2018

19 Allemagne : le conflit autour de la semaine de 28 heures se durcit



Le puissant syndicat IG Metall appelle à des arrêts de travail de 24 heures cette semaine.

La grève dans la métallurgie se durcit. Après les coups de semonce des débrayages ponctuels du début de cette année, les arrêts de travail vont durer 24 heures entre mercredi et vendredi cette semaine. Au moins 250 entreprises du secteur industriel (transformation des métaux, automobile, textile, machines-outils... seront concernées. La grève d'une durée de 24 heures est un mode d'action mis en œuvre pour la première fois par le syndicat IG Metall qui n'exclut pas de recourir à la grève longue en cas de nouvel échec des négociations. «[Nous agitions le chiffon orange avant le rouge](#)», a prévenu son chef Jörg Hofmann. Un ton inhabituel dans un pays qui privilégie le consensus social. Mais [un cinquième round de négociations](#), conclu ce week-end à Stuttgart, s'est soldé par un désaccord.

La revendication des 6 % d'augmentation n'est pas un obstacle. [Le vrai point de désaccord porte sur la réduction du temps de travail](#). «IG» milite pour un passage à la semaine de 28 heures, afin d'accorder du temps aux salariés pour s'occuper de leurs enfants ou de leurs parents, ou bien de mieux récupérer de la pénibilité d'un travail. Une idée aux contours de projet de société dans un pays où un million et demi de personnes âgées sont prises en charge par leur famille. Alors que l'Allemagne connaît sa plus forte croissance économique depuis six ans et un niveau d'emploi record, le syndicat veut offrir cette option à 3,9 millions d'employés. Et ce pendant deux ans maximum, avec compensation salariale partielle de l'employeur.

Cette requête se heurte à un front du refus de dirigeants qui craignent le casse-tête administratif autant que la perspective de se retrouver, dans un pays pénalisé par le manque de main-d'œuvre qualifiée, avec des carnets de commandes qui ne seraient pas honorés. Südwest Metall, qui mène les négociations au nom de la branche patronale, doute fortement du bien-fondé juridique d'une « mesure discriminatoire entre ceux qui réduiraient leur temps de travail momentanément et bénéficieraient d'une compensation salariale et ceux qui travaillent à temps partiel et ne sont payés que pour les heures effectivement travaillées ». En 1984, c'est une mobilisation semblable qui avait abouti à la conquête des 35 heures.

David Philippot

20 Brexit : les Vingt-Sept posent leurs conditions pour la transition



L'UE propose à Londres de rester temporairement membre du club, à condition d'en assumer les contraintes.

Pour calmer des milieux économiques de plus en plus inquiets, Theresa May avait réclamé une période de transition « *d'au moins deux ans* » juste après le Brexit, lors de son discours de Florence (Italie), en septembre 2017. La première ministre britannique devrait l'obtenir. Mais à quel prix ? Lundi 29 janvier, les ministres des affaires européennes des Vingt-Sept (sans leur collègue du Royaume-Uni) devaient s'entendre sur d'intransigeantes « directives de négociation » concernant ce sursis demandé par Londres.

La transition devrait démarrer au lendemain du Brexit, le 30 mars 2019, et ne pas durer plus de vingt et un mois, se terminant précisément le 31 décembre 2020, selon un document du Conseil européen consulté par *Le Monde*. Les Pays-Bas, la Suède et le Danemark, traditionnels alliés de Londres, ont bien tenté d'obtenir une prolongation, mais la France et l'Allemagne, sur une ligne très ferme, tenaient à fixer un terme rapproché.

Pas question de faire durer le plaisir : la transition n'est pas destinée à prolonger indéfiniment l'appartenance à l'Union européenne (UE) mais à éviter un « saut dans le vide » au lendemain du divorce. Elle doit laisser le temps aux négociateurs de finaliser les termes de la « relation future » avec le Royaume-Uni, dont personne n'imagine à Bruxelles qu'elle pourra être bouclée au 30 mars 2019.

Les Vingt-Sept proposent à Londres de rester temporairement membre du club, à condition d'en assumer les contraintes et sans plus avoir son mot à dire dans ses instances de décision : à la date du Brexit, plus de commissaire britannique, ni d'eurodéputés, ni de participation aux conseils bruxellois. Sauf, éventuellement, et de manière purement consultative sur des points ultratechniques les impliquant directement.

Le Royaume-Uni disposera certes d'un accès prolongé au marché intérieur de l'UE et à ses dizaines d'accords commerciaux avec le reste du monde. Mais il devra continuer de contribuer au budget de l'UE dans les mêmes proportions qu'aujourd'hui (environ 12 milliards d'euros par an). Et respecter les arrêts de la Cour de justice de l'Union.

Quant aux accords commerciaux que les brexiters promettent de signer à tour de bras une fois sortis de l'UE, Londres pourra certes engager des négociations, voire signer avec des tiers (à condition d'un feu vert des Vingt-Sept), mais en aucun cas appliquer ces traités futurs durant la période de transition.

« Il n'y a rien à négocier »

Les Britanniques accepteront-ils ces conditions ? Les Européens en tout cas semblent inflexibles. « *Il n'y a rien à négocier* », précise un diplomate impliqué dans les discussions. « *Nous ne les prenons pas par*

surprise, et M^{me} May veut un accord pour mars », précise, plutôt confiante, une autre source bruxelloise, sans exclure pour autant de nouvelles crises avec Londres, au vu de la virulence du débat que suscite la transition outre-Manche. Les brexiters protestent déjà bruyamment contre la perspective d'un pays réduit au rang de « vassal » de l'UE.

Bruxelles se prépare à une étape encore plus ardue avec Londres : la discussion sur la « relation future ». Les Vingt-Sept ont déjà planché sur la pêche, les transports aériens ; la semaine prochaine, ils discuteront des services financiers. Et ils veulent que M^{me} May précise les contours de cette « relation » d'ici à mars. Pour l'instant, elle campe sur ses positions : le Royaume-Uni devra sortir du marché intérieur et de l'union douanière.

S'en tiendra-t-elle à cette ligne, sachant ce qu'elle implique ? Michel Barnier, le négociateur en chef pour l'UE, a déjà prévenu : le pays ne pourrait alors prétendre qu'à un accord de libre-échange, sans maintien de l'accès sans entraves de la City de Londres au marché des capitaux du continent. Pourtant David Davis, son alter ego britannique, continue à promettre l'inverse.

« *On n'a aucune idée de ce que veulent réellement les Britanniques* », souligne un proche des discussions. Alors que la première ministre se trouve coincée au sein même de son gouvernement entre les « hard brexiters » tel Boris Johnson, et un chancelier de l'Echiquier, Philip Hammond, prônant « *de très modestes changements* » par rapport à la situation actuelle, beaucoup à Bruxelles soupçonnent M^{me} May de vouloir rester le plus longtemps possible dans l'ambiguïté. Le président américain, Donald Trump, a ajouté à la confusion, affirmant dans une interview télévisée qu'il aurait « *adopté une position plus dure sur la sortie* » de l'UE que Theresa May.

« *Les Vingt-Sept n'ont peut-être pas intérêt non plus à sortir de cette ambiguïté. On sent de plus en plus ici la tentation de revenir sur le référendum du Brexit* », souligne un diplomate. Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, a évoqué l'hypothèse, début janvier. Emmanuel Macron a indiqué qu'il considérerait avec « *bienveillance* » un renoncement de Londres au divorce.

Par [Cécile Ducourtieux](#)

LE FIGARO – 29/01/2018

21 Proche-Orient : Macron veut laisser sa chance à l'initiative de Trump



Rencontre du Vice-président américain Mike Pence et de son homologue israélien, Reuven Rivlin, mardi à Jérusalem

Le plan américain consisterait à reconnaître un État palestinien avec pour capitale Abou Dis, un faubourg de Jérusalem.

La Maison-Blanche, qui a récemment admis ne plus avoir de contact avec les dirigeants palestiniens [depuis qu'elle a reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël](#), verrait d'un bon œil que la France apporte son soutien à une initiative de paix désormais mal en point. C'est en tout cas ce qu'a fait savoir [Jared Kushner](#) à Jean-Yves Le Drian le 17 décembre dernier à Washington. Lors de cet échange, le gendre du

président américain a présenté à son interlocuteur les grandes lignes du plan de paix sur lequel il travaille depuis près d'un an, sans cependant en dévoiler tous les détails. Dans la foulée, Emmanuel Macron a envoyé son conseiller diplomatique adjoint en mission à Ramallah afin de sonder les Palestiniens sur leur état d'esprit vis-à-vis de l'initiative américaine.

Selon un participant à l'entretien du 17 décembre, le plan échafaudé par Jared Kushner consisterait dans une première étape à reconnaître un État de Palestine ayant sa capitale dans le faubourg d'Abou Dis, à l'est de Jérusalem, et dont l'autorité s'exercerait d'emblée sur la bande de Gaza ainsi que sur environ 38% de la Cisjordanie. Des négociations débuteraient ensuite entre le gouvernement israélien et les représentants de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) afin de déterminer les frontières définitives de cette entité ainsi que le sort des dizaines de colonies situées dans la zone C, qui recouvre les 60 % restant de ce territoire, et où résident actuellement près de 400.000 Israéliens. L'ampleur et la durée du maintien d'une présence militaire israélienne en Cisjordanie, tout comme la nature de la «juste solution» à apporter au problème des réfugiés, seraient également traitées dans le cadre des pourparlers. Le plan présenté à Jean-Yves Le Drian coïncide pour l'essentiel avec le compte rendu inquiet que le président Mahmoud Abbas a livré à plusieurs de ses interlocuteurs à l'issue de sa rencontre, en novembre dernier, avec le prince saoudien Mohammed Ben Salman.

Une France prudente

Quelles que soient les zones d'ombre qui l'entourent encore, la proposition américaine semble peu compatible avec les positions traditionnellement défendues par la France. Tout comme l'Union européenne, celle-ci estime que les négociations doivent être encadrées par des paramètres appelant à la création d'un État palestinien sur [la base des frontières du 4 juin 1967](#), avec sa capitale à Jérusalem-Est. En reconnaissant le 6 décembre dernier que la ville sainte est la capitale d'Israël puis [en indiquant, jeudi à Davos, que «le problème de Jérusalem a été retiré de la table»](#), Donald Trump semble exclure un tel scénario - même s'il a par ailleurs indiqué que sa décision ne préjuge pas le tracé des frontières de cette souveraineté. En s'abstenant de toute référence aux lignes de 1967, son plan renforce par ailleurs la marge de négociation du gouvernement israélien tant sur le maintien des colonies au cœur de la Cisjordanie que sur la perpétuation d'une présence militaire dans la vallée du Jourdain. «Il évoque même de façon explicite la possibilité que les colonies demeurent sous souveraineté israélienne», assure une source bien informée.

Le France, en dépit de ces divergences de fond, opte à ce stade pour la prudence. La réflexion sur l'opportunité de reconnaître l'État de Palestine, brièvement relancée par la décision américaine sur Jérusalem, a depuis lors été mise en veille sur ordre d'Emmanuel Macron. Celui-ci a indiqué le 22 décembre ne pas vouloir répondre au geste de Donald Trump «par une erreur de type pareil». «Nous attendons d'en savoir plus sur les détails du plan américain avant de nous prononcer», dit un diplomate français, qui admet toutefois ne pas rester l'arme au pied. Comme l'a révélé la dixième chaîne de télévision israélienne, le conseiller diplomatique adjoint d'Emmanuel Macron, Aurélien Lechevallier, s'est rendu il y a une dizaine de jours à Ramallah afin d'y rencontrer Saeb Erekat, le négociateur en chef de l'OLP, ainsi que Majed Faraj, le patron des services de sécurité. Que se sont-ils dit? «Le diplomate français nous a demandé de calmer le jeu et d'examiner la proposition américaine avant de nous prononcer», confie, déçu et amer, un Palestinien qui a assisté à l'un de ces entretiens. «Faux», réfute une source française, qui évoque de simples consultations destinées à prendre le pouls de la direction palestinienne sur ses intentions après le coup de tonnerre du 6 décembre.

Craintes palestiniennes

[Donald Trump, qui a de nouveau menacé jeudi dernier de couper les vivres aux Palestiniens](#) «s'ils ne reviennent pas à la table des négociations», mise à l'évidence beaucoup sur le levier financier pour sortir de l'impasse. Lors de son entretien avec Jean-Yves Le Drian, Jared Kushner lui a assuré que l'Arabie saoudite est prête à débloquer des milliards de dollars afin d'accompagner la construction et le développement économique du futur État. En prolongement de ce chèque, [Mohammed Ben Salman](#) envisagerait d'engager, sans attendre un règlement final du conflit, une normalisation des relations entre Israël et les pays du Golfe afin de créer à terme une large alliance contre l'Iran.

Pressée par Riyad de renouer avec Washington et peu soutenue dans les faits par les autres grands pays arabes, la direction palestinienne craint de voir ses soutiens européens transiger à leur tour avec leurs positions pour donner une chance à l'initiative américaine. «Les pays qui essaient de nous convaincre d'attendre les Américains ne comprennent pas ce que Trump est en train de faire, s'alarme un officiel palestinien, alors que ses propos jeudi dernier à Davos devraient pourtant servir de signal d'alarme pour la France et beaucoup d'autres. Même si la Maison-Blanche finit par mettre quelque chose sur la table, on ne peut pas prétendre soutenir la solution des deux États tout en restant immobile face à l'extension inédite de la colonisation à laquelle nous assistons actuellement.»

[Cyrille Louis](#) et [Philippe Gélie](#)

LE POINT – 29/01/2018

22 Russie : Navalny arrêté, vague de manifestations contre Poutine



Des milliers de manifestants se sont réunis dans 118 villes du pays à l'appel de l'opposant Alexeï Navalny.

L'opposant au Kremlin a été interpellé alors que des milliers de manifestants étaient réunis à son appel pour s'opposer à l'élection présidentielle.

L'opposant numéro un au Kremlin [Alexeï Navalny](#) a été arrêté dimanche à Moscou par la police alors que des milliers de personnes en [Russie](#) manifestaient à son appel pour dénoncer la « supercherie » de l'élection présidentielle du 18 mars. Quelques minutes à peine après avoir rejoint ses partisans sur la rue Tverskaïa, dans le centre de la capitale russe, Alexeï Navalny a été interpellé par une dizaine de policiers et emmené de force dans un fourgon aux vitres fumées, selon des images diffusées par ses partisans. « On vient de m'arrêter. Cela n'a aucune importance. Venez sur Tverskaïa. Vous n'êtes pas venus ici pour moi, mais pour vous et votre avenir », a-t-il écrit sur [Twitter](#). « L'arrestation d'une seule personne n'a pas d'importance si nous sommes nombreux », a-t-il ajouté.

À Moscou, près de 4 000 personnes, selon les estimations de l'[Agence France-Presse](#) (environ 1 000, selon un communiqué de la police), étaient rassemblées au centre-ville, entouré d'un dispositif policier impressionnant. Des centaines de policiers et de membres des unités antiémeute casqués et équipés de boucliers ordonnaient aux manifestants de se disperser. « Je suis ici pour montrer que ce n'est pas juste de ne pas laisser Navalny prendre part à l'élection », a déclaré à l'Agence France-Presse Alexandra Fedorova, 27 ans. À Saint-Pétersbourg, dans le nord-ouest, plus d'un millier de manifestants ont scandé « La Russie sans Poutine » ou encore « Un, deux, trois, Poutine, tu t'en vas », encerclés eux aussi par d'importants effectifs policiers.

« Je veux du changement. Nous sommes fatigués de vivre dans ce marécage, et c'est pour cela que je suis là », a expliqué à l'Agence France-Presse Andreï Petrov, 20 ans, qui manifestait dans l'ancienne cité impériale. Des milliers de manifestants se sont réunis dans près de 118 villes de province, dont Nijni Novgorod, Tcheboksary (Russie centrale), Tomsk (Sibérie) ou encore à Iakoutsk, en Extrême-Orient russe, malgré une température de - 45 °C. Selon l'ONG russe OVD-Info, au moins 180 militants ont été arrêtés dans tout le pays au cours de ces manifestations. La police a fait irruption dimanche matin à Moscou dans les locaux de campagne de l'opposant et dans ceux de son organisation Fonds de lutte

contre la corruption (FBK), ainsi que dans certains de ses bureaux en région. Plusieurs personnes ont été arrêtées, a annoncé l'équipe de Navalny sur Twitter.

« Ce ne sont pas des élections, mais une duperie »

À deux mois de la présidentielle du 18 mars, Alexeï Navalny a appelé les Russes à se réunir sous le slogan « Ce ne sont pas des élections, mais une duperie », pour dénoncer un scrutin, selon lui, joué d'avance. « Si vous ne venez pas, vous ne vous le pardonnerez pas », a déclaré le charismatique blogueur anticorruption. La mairie de Moscou, qui n'a pas autorisé la manifestation de dimanche, a prévenu qu'elle exigerait « des mesures judiciaires » contre l'opposant. Alexeï Navalny, 41 ans, a été détenu à trois reprises en 2017 pour avoir organisé des manifestations non autorisées réunissant parfois des dizaines de milliers de participants à travers la Russie, avec à la clef plusieurs centaines d'arrestations. « Si la manifestation n'a pas été autorisée, elle aura assurément des conséquences en termes de violation de la loi », a prévenu vendredi le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov.

Déclaré inéligible en raison d'une condamnation pénale qu'il estime avoir été orchestrée par le Kremlin, Alexeï Navalny ne peut pas participer au scrutin du 18 mars. Faute de pouvoir se présenter, Alexeï Navalny compte peser sur le taux de participation en appelant à boycotter cette élection qu'il estime jouée d'avance. « Il n'y a actuellement pas de vraies élections et nous exigeons qu'on nous les rende », avait-il expliqué dans un entretien exclusif avec l'Agence France-Presse. Le scrutin « consiste de fait à renommer Poutine ».

[Vladimir Poutine](#) devrait remporter un quatrième mandat qui le maintiendrait au pouvoir jusqu'en 2024, sauf énorme surprise. Mais sa victoire pourrait être ternie par un faible taux de participation, véritable casse-tête pour le pouvoir, a dit à l'Agence France-Presse Lev Goudkov, directeur du centre de sondage indépendant Levada. En novembre, 58 % des Russes se disaient prêts à aller voter, contre 69 % lors de l'élection présidentielle de 2012 et 75 % pour celle de 2008, d'après un sondage de Levada.

Vous souhaitant une bonne journée.

Bien cordialement,

Elena NATALITCH

Chargée de Communication

251, bd Pereire - 75852 PARIS Cedex 17

Tél. : 01 40 55 12 43

Fax : 01 40 55 12 40

elena.natalitch@medef-idf.fr

www.medef-idf.fr

<https://www.facebook.com/medef.idf>



Mouvement des Entreprises de France
MEDEF Ile-de-France

